## SECTION I

## HISTORIQUE DE LA CONFÉRENCE

La Conférence de Moscou close le 1er novembre 1943 constitue la première démarche des grandes Puissances tendant à la création de l'organisation pour le maintien de la sécurité internationale annoncée dans la Charte de l'Atlantique et approuvée par la Déclaration des Nations Unies de 1942. Dans la Déclaration publiée à l'issue de la Conférence de Moscou, les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique et de la Chine, plus tard représentés à Dumbarton-Oaks, près Washington, reconnurent "la nécessité d'établir, dès que ce serait pratiquement possible, une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pacifiques, dont pourraient devenir membres tous les Etats, grands et petits, tendant au maintien de la paix et de la sécurité internationales".

La réunion des Premiers Ministres tenue à Londres en mai 1944 discuta les propositions du Gouvernement du Royaume-Uni. Le Gouvernement du Royaume-Uni, après avoir revisé ses propositions à la lumière des discussions, les soumit aux Gouvernements de la Chine, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et des Etats-Unis d'Amérique. Des exposés furent également présentés par chacun de ces derniers Gouvernements.

Après examen des mémoires revisés du Royaume-Uni, le Gouvernement canadien remit au Gouvernement du Royaume-Uni un exposé motivé de son point de vue sur quelques-unes des questions les plus importantes dont les quatre grandes Puissances allaient entreprendre l'étude.

Les documents élaborés par les quatre Puissances servirent de base aux entretiens de Dumbarton-Oaks, qui eurent lieu à Washington du 21 août au 7 octobre 1944, entre représentants de ces Puissances. De ces entretiens sortirent les Propositions de Dumbarton-Oaks.

Le Canada n'était pas représenté à Dumbarton-Oaks, mais les Délégués du Royaume-Uni conféraient quotidiennement avec les représentants des missions diplomatiques à Washington du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de l'Inde. De la sorte, le Gouvernement canadien était constamment tenu au courant des discussions, et faisait connaître son opinion aux Délégués du Royaume-Uni tant à ces réunions quotidiennes des représentants du Commonwealth que par l'envoi de télégrammes au Gouvernement du Royaume-Uni.

Plusieurs questions exigeant l'accord de plus hautes autorités furent laissées pendantes à Dumbarton-Oaks. La principale avait trait au mode de votation à adopter pour le Conseil de Sécurité. Les Gouvernements de l'Union Soviétique, des Etats-Unis et du Royaume-Uni en vinrent à une entente là-dessus à la Conférence de Yalta, en Crimée, tenue en février 1945. La Conférence de Crimée convint également d'ajouter au programme de la Conférence générale des Nations Unies sur l'Organisation Internationale la question des fonctions à remplir par l'organisation internationale projetée, dans le domaine de l'administration